

JOURNAL OFFICIEL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS.MATAHITI 86.
N° 26.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 16
NO TITEMA 1937.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Établissements français de l'Océanie.	50 fr.	27 fr.	15 fr.
France et Colonies.	54 fr.	30 fr.	17 fr.
Etranger	61 fr.	37 fr.	20 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	3 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	1 50
Annonces commerciales et avis divers : 4 fr.	
Les mêmes renouvelées.....	2 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	1 40

Le Gouverneur CHASTENET de GÉRY ne recevra pas à l'occasion du 1^{er} janvier 1938.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1937	ACTES DU POUVOIR CENTRAL	Pages
30 sept.	Décret instituant des médailles d'honneur en faveur des agents de l'Administration locale des Postes, Télégraphes et Téléphones et de la Télégraphie sans fil aux colonies (Arrêté de promulgation n° 1252 c., du 29 novembre 1937).....	702
7 oct.	Décret tendant à rendre applicables aux colonies, exception faite des Antilles et de la Réunion, les dispositions de la loi du 14 janvier 1937 qui a modifié l'art. 355 du code pénal (Arrêté de promulgation n° 1252 c., du 29 novembre 1937).....	703
13 oct.	Décret approuvant deux délibérations des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie (A) au mode d'octroi des concessions dans les cimetières appartenant à l'Administration (B) aux modifications du taux de la patente des huissiers (Arrêté de promulgation n° 1252 c., du 29 novembre 1937).....	704
	Annexe I annulant et remplaçant l'annexe du décret du 19 mai 1928 réglementant la circulation aérienne (voir J.O.R.F. du 16 octobre 1937, pages 3679 à 3684).....	
	Avis concernant le recrutement des ingénieurs et ingénieurs-adjoints des Travaux publics et des mines des colonies.....	705
	ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL	
27 nov.	Arrêté n° 1229 a.g.f., rapportant l'arrêté n° 704 du 14 novembre 1933 et déterminant à nouveau le nombre, les traitements et allocations des agents attachés à la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel.....	705
27 nov.	Arrêté n° 1230 a.g.f., portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1937.....	705

27 nov.	Arrêté n° 1231 a.g.f., portant suppression des dispositions de l'arrêté n° 111 a.g.f., du 2 février 1937 fixant les règles de gestion et de contrôle de l'Internat de l'Ecole principale des Tuamotu à Fakarava.....	706
27 nov.	Arrêté n° 1232 a.g.f., autorisant l'acceptation d'un don de 30.000 frs. au profit de la Colonie.....	706
27 nov.	Arrêté n° 1233 a.g.f., prescrivant des mesures de protection contre l'introduction dans la Colonie des coléoptères xylophages parasites du cocotier (oryctes rhinocéros et stratus).....	707
27 nov.	Arrêté n° 1234 a.g.f., modifiant les tarifs de remboursements des journées de traitement à l'Hôpital et les frais d'hospitalisation à la Maternité, ainsi que les tarifs de cessions par la Pharmacie centrale d'approvisionnement et par les laboratoires et les services de pansements de l'Hôpital de Papeete.....	708
27 nov.	Arrêté n° 1235 a.g.f., modifiant le taux de remboursement pour frais d'entretien des malades à l'Asile des Aliénés de Papeete.....	709
27 nov.	Arrêté n° 1237 a.g.f., autorisant MM. le Trésorier-Payeur, le Préposé du Trésor et les Gérants de comptes du Trésor à faire emploi dans leurs écritures du montant de divers dégrèvements accordés sur les exercices 1934-1935 et 1936.....	709
27 nov.	Arrêté n° 1238 d., rendant exécutoires divers rôles principaux et supplémentaires de l'impôt dit des routes, de la taxe sur la propriété bâtie, des patentes fixes et proportionnelles, de la taxe additionnelle 10 % c. e., de la taxe sur les voitures, de la taxe sur les chiens, du droit fixe et supplémentaire pour l'année 1937.....	710
27 nov.	Arrêté n° 1239 p.l.t., portant à partir du 1 ^{er} janvier 1938 modifications des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques dans les relations intérieures ainsi que dans les relations franco-coloniales et internationales.....	710
27 nov.	Décision n° 1240 e., prorogeant de cinq mois le délai de déclaration de la succession de M. Cheung-Tang Chung, n° 1873.....	711
27 nov.	Arrêté n° 1241 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage.....	712
27 nov.	Arrêté n° 1242 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage.....	712

27 nov.	Arrêté n° 1243 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage.....	712
27 nov.	Arrêté n° 1244 j., accordant dispense d'âge aux fins de mariage.....	712
27 nov.	Arrêté n° 1245 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage.....	712
29 nov.	Décision n° 1248 a.g.f., instituant une commission chargée de l'étude de la modification et de la codification des divers textes relatifs à la protection de la santé publique en vigueur dans les Etablissements français de l'Océanie.....	712
29 nov.	Décision n° 1249 s., affectant le Médecin-Lieutenant Brault, des troupes coloniales au poste médical de Taravao.....	712
3 déc.	Décision n° 1264 c., nommant MM. Raymond Hopuare dit Hérault et Pierre Constant, agents auxiliaires du Service Local et les affectant au Service des Douanes et des Contributions.....	712
4 déc.	Arrêté n° 1267 d., fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la Colonie au 1 ^{er} décembre 1937.....	713
4 déc.	Décision n° 1268 a.g.f., désignant les membres de la commission d'évaluation de la valeur locative des propriétés bâties pour la Commune de Papeete (période triennale 1938-1940).....	713
7 déc.	Décision n° 1270 a.g.f., autorisant l'émission d'une quatrième tranche de "Bons à échéance fixe" de la Caisse Agricole, portant intérêts.....	713
8 déc.	Décision n° 1274 j., organisant le Bureau de l'Assistance Judiciaire pour l'année 1938.....	714
11 déc.	Arrêté n° 1286 a.g.f., portant annulation de crédits supplémentaires ouverts au titre de divers chapitres du budget de l'exercice en cours.....	714
	Extraits.....	714

AVIS OFFICIELS

Administration Générale et des Finances. — Circulaire à MM. les Chefs de Circonscription Administrative et Chefs de Poste Administratif.....	715
Administration Générale et des Finances. — Enquête de <i>commodo</i> et <i>incommodo</i> . — M. Jean Bénacek, (Papeete-Tahiti).....	715
Administration Générale et des Finances. — Enquête de <i>commodo</i> et <i>incommodo</i> . — M. Woun Lou Moo Fat, (Uturoa-Raiatea).....	715
Administration Générale et des Finances. — Enquête de <i>commodo</i> et <i>incommodo</i> . — M. Fong Chun Yen, n° 6194, (Papeete-Tahiti)....	716
Liste des assesseurs au Tribunal criminel pour l'année 1938.....	716
Cabinet. — Avis concernant la commission d'Enquête dans les Territoires d'Outre-mer (créée par la loi du 30 janvier 1937).....	716

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Mouvements du Port de Papeete pendant le mois de novembre 1937...	716
Mouvements sanitaires pendant le mois de novembre 1937.....	717

DIVERS

Annonces judiciaires.....	718
Annonces commerciales et avis divers.....	719

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 1252 c., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie un décret du 30 septembre, un décret du 7 octobre et un décret du 13 octobre 1937.

(Du 29 novembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les Colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

1^o Le décret du 30 septembre 1937 instituant des médailles d'Honneur en faveur des agents de l'Administration locale des Postes Télégraphes et Téléphones, et de la Télégraphie sans fil aux colonies (J.O.R.F., du 9 octobre 1937, page 11423);

2^o Le décret du 7 octobre 1937 tendant à rendre applicables aux colonies, exception faite des Antilles et de la Réunion, les dispositions de la loi du 14 janvier 1937 qui a modifié l'art. 355 du Code pénal (J.O.R.F., du 14 octobre 1937, page 11585);

3^o Le décret du 13 octobre 1937 approuvant deux délibérations des Délégations Economiques et Financières, des Etablissements français de l'Océanie : (a) au mode d'octroi des concessions dans les cimetières appartenant à l'Administration; (b) aux modifications du taux de la patente des huissiers (J.O.R.F., du 16 octobre 1937, page 11692);

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 29 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCRET instituant des médailles d'honneur en faveur des agents de l'administration locale des postes, télégraphes et téléphones et de la télégraphie sans fil aux colonies.

(Du 30 septembre 1937).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 24 mars 1928 instituant une médaille d'honneur en faveur des agents de l'administration des postes, des télégraphes et des téléphones de l'Indochine;

Vu le décret du 11 juin 1929 instituant une médaille d'honneur en faveur des agents de l'administration des postes, des télégraphes, des téléphones et de la télégraphie sans fil de Madagascar;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les décrets des 24 mars 1928 et 11 juin 1929 instituant des médailles d'honneur en bronze et en argent en faveur des agents de l'administration locale des postes, des télégraphes, des téléphones et de la télégraphie sans fil de l'Indochine et de Madagascar sont abrogés et remplacés comme suit :

« Des médailles d'honneur, en bronze ou en argent, peuvent être décernées dans les colonies par les gouverneurs généraux et gouverneurs, sur la proposition du directeur des postes, des télégraphes et téléphones aux agents européens ou indigènes des administrations locales des postes, des télégraphes, des téléphones et de la télégraphie sans fil.

« Les médailles d'honneur en bronze peuvent être décernées aux agents comptant au minimum quinze années de services coloniaux effectifs, non compris les services militaires, dans les administrations locales des postes, des télégraphes, des téléphones et de la télégraphie sans fil.

« Les médailles d'honneur en argent peuvent être décernées aux agents titulaires depuis plus de cinq ans d'une médaille d'honneur en bronze ».

Art. 2. — La durée des services pourra être éventuellement réduite en faveur des agents qui se seraient signalés par des actes exceptionnels de dévouement ou de courage dans l'exercice de leurs fonctions, ou se seront fait remarquer par des travaux particulièrement utiles.

Art. 3. — Les médailles d'honneur en bronze et en argent, décernées par les chefs de colonies en exécution des précédentes dispositions, seront du module de 32 millimètres. Elles porteront, d'un côté, l'effigie de la République, entourée des mots « République française », suivis de l'indication de la colonie, et, sur l'autre face, divers attributs entourés des mots « Postes, télégraphes, téléphones », avec la devise « Travail, Honneur, Dévouement » et une inscription relatant les nom et prénoms principaux du titulaire, ainsi que le millésime.

Art. 4. — Les titulaires de la médaille d'honneur en bronze et en argent seront autorisés à la porter suspendue à un ruban d'une largeur totale de 37 millimètres, comportant six bandes verticales tricolores égales entre elles.

Pour la médaille d'honneur en argent ce ruban portera une rosette tricolore de deux centimètres et demi.

En tenue de ville, le ruban pourra être porté sans la médaille.

Les titulaires recevront un diplôme portant leurs nom, prénoms et qualités.

Art. 5. — Les frais de médaille, de ruban et de diplôme seront à la charge des intéressés.

Art. 6. — Les titulaires des médailles d'honneur instituées par les décrets du 24 mars 1928 pour l'Indochine et du 11 juin 1929 pour Madagascar continueront à bénéficier de l'allocation annuelle de 100 fr. prévue par lesdits décrets.

Art. 7. — Des arrêtés locaux détermineront les mesures de détail et les règlements applicables aux distinctions précitées.

Art. 8. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 septembre 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
MARIUS MOUTET.

Application aux colonies, exception faite des Antilles et de la Réunion, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des dispositions de la loi du 14 janvier 1937 tendant à modifier l'article 355 du code pénal qui réprime l'enlèvement ou le détournement de mineurs.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 7 octobre 1937.

Monsieur le Président,

Une loi du 14 janvier 1937 a modifié l'article 355 du code pénal qui réprime l'enlèvement ou le détournement de mineurs.

Les gouverneurs généraux et gouverneurs de nos possessions d'outre-mer se sont montrés unanimement favorables

à l'extension aux territoires confiés à leur administration des dispositions de ce texte qui sanctionne avec une juste sévérité un crime particulièrement odieux.

Il nous est apparu par ailleurs qu'il convenait de maintenir sur la matière l'unité de législation préexistante entre la métropole et la colonie.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à ces préoccupations.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le Ministre des colonies,
MARIUS MOUTET.

*Le Garde des sceaux, Ministre
de la justice,*
VINCENT AURIOL.

DÉCRET

(Du 7 octobre 1937).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le sénatus consulte du 3 mai 1854;

Vu les mandats sur le Togo et le Cameroun confirmés à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 22 juin 1919;

Vu la loi du 14 janvier 1937, tendant à modifier l'article 355 du code pénal qui réprime l'enlèvement ou le détournement de mineurs.

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions de la loi du 14 janvier 1937 tendant à modifier l'article 355 du code pénal sont déclarées applicables aux colonies à l'exception de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 7 octobre 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
MARIUS MOUTET.

*Le Garde des sceaux, Ministre
de la justice,*
VINCENT AURIOL.

DÉCRET approuvant des délibérations des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie relatives : 1^o au mode d'octroi des concessions dans les cimetières appartenant à l'administration : 2^o aux modifications du taux de la patente des huissiers.

(Du 13 octobre 1937.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des colonies.

Vu l'article 18 du décret du 1^{er} octobre 1932, instituant des délégations économiques et financières dans les établissements français de l'Océanie ;

Vu les délibérations des délégations économiques et financières des établissements français de l'Océanie en date du 21 juin 1937 relatives :

1^o A la réglementation des conditions dans lesquelles peuvent être accordées des concessions dans les cimetières de l'administration ;

2^o Aux modifications du taux de l'impôt auquel est soumise la profession libérale d'huissier,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Sont approuvées les délibérations susvisées et ci-annexées des délégations économiques et financières des établissements français de l'Océanie :

Délibération du 21 juin 1937, réglementant les conditions dans lesquelles peuvent être accordées des concessions dans les cimetières de l'administration ;

Délibération du 21 juin 1937, modifiant le taux de l'impôt auquel est soumise la profession libérale d'huissier.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* des établissements français de l'Océanie et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 octobre 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies.

MARIUS MOUTET.

DÉLIBÉRATION

Des délégations économiques et financières des établissements français de l'Océanie réglementant les conditions dans lesquelles peuvent être accordées des concessions dans les cimetières appartenant à l'administration.

Les délégations économiques et financières des établissements français de l'Océanie, délibérant conformément à l'article 18 du décret du 1^{er} octobre 1932, ont, dans leur séance du 21 juin 1937, adopté les dispositions dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Des concessions de terrains peuvent être accordées, dans les cimetières de districts appartenant en propre à la colonie, aux personnes désireuses d'y posséder une place distincte et séparée pour leur sépulture ou celle de leurs parents ou successeurs, ainsi que pour y construire des caveaux, monuments ou tombeaux.

L'étendue de chaque concession ne pourra être inférieure à 2 mètres carrés.

Art. 2. — Ces concessions sont divisées en trois catégories, savoir :

- 1^o Concessions perpétuelles ;
- 2^o Concessions trentenaires ;
- 3^o Concessions temporaires de quinze ans au plus, entre lesquelles les familles auront le libre choix.

Art. 3. — Chaque concession devra immédiatement après son acquisition être entourée d'une clôture la limitant. Elle devra, en outre, être constamment tenue en bon état de propreté. Fault par les intéressés de satisfaire à ces conditions,

ces travaux seront exécutés aux frais des concessionnaires et la concession pourra être révoquée.

Art. 4. — Le prix de chaque classe de concession est fixé de la manière ci-après :

Pour les concessions perpétuelles : 50 fr. par mètre carré.

Pour les concessions trentenaires : 30 fr. par mètre carré.

Pour les concessions temporaires : 25 fr. par mètre carré.

Art. 5. — Pour la fixation du prix, il ne sera admis d'autres subdivisions du mètre carré que le demi-mètre, en sorte que toute fraction inférieure sera payée comme un demi-mètre et celle supérieure comme un mètre entier.

Art. 6. — Les terrains concédés, même à perpétuité, ne pourront être aliénés par les concessionnaires ou leurs héritiers ni par qui que ce soit en dehors de l'intervention administrative. Ils ne pourront, dans aucun cas, changer de destination et, lorsque les familles seront éteintes, les monuments et tombeaux des concessions perpétuelles demeureront à jamais fermés, sans préjudice du droit de reprise prévu à l'article 3 ci-dessus.

Art. 7. — Les entre-tombes séparant les concessions appartenant à des concessionnaires différents seront fournis et entretenus gratuitement par l'administration.

Art. 8. — Les concessions trentenaires ou temporaires pourront être renouvelées indéfiniment à l'expiration de chaque période de trente ou quinze ans moyennant le versement de la redevance fixée pour lesdites concessions au moment du renouvellement. A défaut de paiement de cette nouvelle redevance, la concession sera annulée.

Art. 9. — A défaut de renouvellement des concessions trentenaires ou temporaires, les concessionnaires seront libres d'enlever les monuments et les tombes qu'ils auront placés sur les terrains concédés. Cet enlèvement devra être opéré dans le délai qui leur sera assigné. A l'expiration de ce délai, l'administration pourra disposer des matériaux, mais seulement pour l'entretien et l'amélioration du cimetière.

Art. 10. — Les concessions temporaires ou trentenaires pourront être renouvelées à toute époque de leur durée et tant que les titulaires ou ayants cause seront en droit d'en demander le renouvellement, et sur demande expresse de ces derniers, converties sur place en une concession de plus longue durée, de quelque catégorie que ce soit. Le prix à payer pour la concession substituée sera celui fixé par le tarif en vigueur au moment de la conversion. Il sera, le cas échéant, défalqué du prix de concession, une somme égale à la valeur que représentera la concession convertie en raison du temps restant encore à courir jusqu'à son expiration.

Art. 11. — Aucune inscription ne pourra être placée sur les pierres tumulaires ou monuments funèbres sans avoir été préalablement soumise à l'approbation du chef de district.

Art. 12. — Les demandes de concessions devront être adressées au chef du service de l'enregistrement et des domaines qui délivrera au nom du gouverneur les titres de concession après que les droits auront été acquittés.

Toute concession qui n'aurait pas été liquidée dans les six mois après le dépôt de la demande sera considérée comme non avenue.

Art. 13. — Les différents frais et droits seront supportés par les concessionnaires.

Art. 14. — La présente délibération entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1938.

Les sépultures antérieures à cette date sont exonérées des droits. Leurs emplacements pourront faire l'objet d'actes de concessions perpétuelles établis sans frais, si les intéressés en font la demande dans l'année de la promulgation du présent règlement.

La même exonération s'étend, pour les sépultures à venir — avec la même faculté de demander le titre gratuit de concession perpétuelle — aux donateurs du terrain du cimetière et à leurs héritiers ou successeurs, quand ce terrain aura fait l'objet d'une cession gratuite à la colonie, le tout, sans préjudice des autres réserves que contiendrait l'acte de donation.

DÉLIBÉRATION

Les délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie, délibérant conformément à l'article 18 du décret du 1^{er} octobre 1932, ont, dans leur séance du 21 juin 1937, adopté les dispositions dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 1021 D du 29 décembre 1932 fixant le taux de l'impôt auquel est soumise la profession libérale d'huissier est modifié ainsi qu'il suit :

Huissier à Papeete, 600.

Huissiers auxiliaires dans les îles de Tahiti, Moorea, Raiatea, Tahaa, Tuamotu, 300.

Partout ailleurs, exempt.

ARRÊTÉ n° 1269 t.p., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie un avis relatif à la circulation aérienne.

(Du 6 décembre 1937).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels ;

Vu la dépêche n° 6304 du 13 avril 1937 de M. le Ministre des Colonies,

ARRÊTÉ :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur, l'avis relatif à la circulation aérienne (voir J.O. de la République française du 28 mars 1937, pages 3679 à 3.684).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, et inséré au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 6 décembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

AVIS

M. le Ministre des Colonies, Inspection Générale des Travaux Publics, a pris à la date du 16 octobre 1937, deux arrêtés concernant le recrutement des Ingénieurs et Ingénieurs adjoints des Travaux Publics et des Mines des Colonies et ouvrant en juin 1938 des concours pour l'obtention de ces emplois.

Les candidatures devront être présentées au Gouverneur

de la Colonie avant le 1^{er} janvier 1938, accompagnées des pièces réglementaires et devront contenir l'engagement de servir dans un poste quelconque des Travaux Publics et des Mines des possessions françaises relevant du Ministère des Colonies.

Pour plus amples renseignements, s'adresser au Cabinet du Gouverneur.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 1229 a.f.g., rapportant l'arrêté n° 704 c., du 14 novembre 1933 et déterminant à nouveau le nombre, les traitements et allocations des agents attachés à la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel.

(Du 27 novembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 31 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 13 décembre 1932, relatif à l'organisation du Crédit Agricole Mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie et l'arrêté du 9 Juin 1933 fixant les conditions d'application dudit décret ;

Vu l'arrêté n° 704 c., du 14 Novembre 1933 déterminant le nombre, les traitements et allocations des agents attachés à la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel ;

Vu l'arrêté n° 628 bis s.g., du 31 août 1934 étendant au personnel de la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel l'arrêté n° 615 s.g., du 24 août 1934 réduisant de 10 % le traitement des auxiliaires et des contractuels des divers services de la colonie ;

Vu l'arrêté n° 48 a.g.f., déterminant les traitements et allocations de l'aide-comptable ;

Sur la proposition du Président du Conseil d'Administration de la Caisse Centrale et le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 26 novembre 1937.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les agents attachés à la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel, prévus à l'article 5 de l'arrêté sus-visé du 9 Juin 1933 sont les suivants :

Un Chef-comptable à la solde annuelle de.....	16.200 »
Un Caissier-comptable id.	9.000 »
Un Aide-comptable id.	7.800 »
Un employé aux écritures et à la dactylographie à la solde annuelle de.....	11.880 »

Un écrivain-planton à la solde annuelle de..... 6.000 »

Ils ne sont pas fonctionnaires de la colonie, leur solde est exclusive de tout supplément ou indemnité.

Art. 2. — Les nominations aux emplois ci-dessus seront faites par le Conseil d'Administration de la Caisse Centrale qui soumettra préalablement les candidatures, accompagnées de son avis et de son classement par ordre de préférence, à l'approbation du Gouverneur.

Elles seront rapportées dans la même forme.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires et notamment l'arrêté n° 704 c., du 14 novembre 1933 sont et demeurent rapportés.

Art. 4. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera

Papeete, le 27 novembre 1937.
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ 1230 a.g.f., portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1937.

(Du 27 novembre 1937).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les articles 85 et 86 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la loi du 6 août 1933 portant protection des oléagineux et corps gras originaires des colonies ;

Vu la dépêche ministérielle n° 1825 du 21 novembre 1936 prescrivant l'incorporation au budget local des opérations concernant les sommes mises à la disposition de la Colonie au titre de la loi précitée ;

Vu le télégramme d'Etat en date du 19 mars 1937 fixant la part dans la répartition à titre d'avance sur la ristourne revenant à la Colonie pour l'année 1936 ;

Vu la recette constatée à ce titre le 7 septembre 1937 ;

Vu la délibération des Délégations Economiques et Financières dans leur séance du 27 octobre 1937 ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 26 novembre 1937,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est ouvert au budget local des Etablissements Français de l'Océanie, pour l'exercice 1937, sous la rubrique :

Répartition de la prime au coprah année 1936 les crédits annuels suivants :

Dépenses extraordinaires

Chapitre 18, article 1^{er}, paragraphe 3 594.000 francs.

Art. 2. — Il sera pourvu à la dépense correspondante au moyen d'une recette d'égale montant à constater aux recettes extraordinaires, chapitre 8, article 1^{er}, paragraphe 8 sous la rubrique :

"Part d'avance revenant à la Colonie sur le produit de la taxe sur les oléagineux (loi du 6 août 1933) 594.000 francs.

Art. 3. — En attendant son approbation par décret le présent arrêté est, vu l'urgence, rendu provisoirement exécutoire.

Art. 4. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1937.
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1231 a.g.f., portant suppression des dispositions de l'arrêté n° 111 a.g.f. du 2 février 1937 fixant les règles de gestion et de contrôle de l'Internat de l'Ecole principale des Tuamotu à Fakarava.

(Du 27 novembre 1937).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS, DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté local du 1^{er} août 1914, réorganisant le Service de l'Instruction publique et les actes postérieurs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1927 portant création et organisation de l'Ecole principale des Tuamotu à Fakarava ;

Vu la décision n° 382 s.g. du 23 mai 1931, fixant le taux des bourses d'études à l'Ecole principale des Tuamotu à Fakarava ;

Vu l'arrêté n° 701 i.p. du 12 août 1932, portant réorganisation du Service de l'Economat de l'Ecole principale des Tuamotu à Fakarava ;

Vu l'arrêté n° 111 a.g.f. du 2 février 1937 fixant les règles de gestion et de contrôle de l'Internat de l'Ecole principale des Tuamotu à Fakarava ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 26 novembre 1937,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 111 a.g.f. du 2 février 1937, réorganisant l'Economat de l'Ecole principale des Tuamotu à Fakarava.

Art. 2. — Le Gérant des comptes du Trésor des îles Tuamotu et Gambier, est chargé de la liquidation des comptes de l'Economat de l'Ecole de Fakarava.

Art. 3. — Est et demeure supprimé l'Internat de l'Ecole principale des Tuamotu à Fakarava.

Art. 4. — Les élèves titulaires de bourses d'internat de l'Ecole principale des Tuamotu seront transférés à l'Ecole Centrale de Papeete. Ils devront arriver à Papeete au plus tard le 21 février prochain.

Une réquisition de passage leur sera délivrée à cet effet.

Art. 5. — Des bourses d'internat seront réservées, chaque année, aux élèves originaires des Tuamotu dans la limite des crédits inscrits spécialement à cet effet au budget local.

Art. 6. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et le Chef de la Circonscription administrative des Tuamotu et Gambier sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1232 a.g.f., autorisant l'acceptation d'un don de 30.000 francs au profit de la Colonie.

(Du 27 novembre 1937).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les dispositions de l'article 11, paragraphe 13 du décret du 13 octobre 1932 instituant un Conseil Privé ;

Vu la lettre du 6 novembre 1937 par laquelle M. Anthony Curtiss, propriétaire à Tautira, offre de concourir à la dépense occasionnée par la remise en état du radier de Tautira, par une nouvelle donation de 30.000 francs ;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances :

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 26 novembre 1937,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est agréée la nouvelle offre faite par M. Anthony 'Curtiss', propriétaire à Tautira, de concourir pour la somme de *Trente mille francs* (30.000 frs) à la dépense occasionnée par la remise en état du radier de Tautira.

Art. 2. — Il sera fait recette de la somme de *Trente mille francs* au chapitre 8 (Recettes diverses du budget de l'exercice en cours.)

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1937.

CHASTENET DE GERY.

ARRÊTÉ n° 1233 a. g. f., prescrivant des mesures de protection contre l'introduction dans la Colonie des coléoptères xylophages parasites du cocotier (*oryctes rhinoceros* et *strategus*).

(Du 27 novembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 6 mai 1913, promulgué dans la colonie le 1^{er} octobre 1915;

Vu l'arrêté local du 12 janvier 1916;

Vu l'arrêté n° 606 a.g.f., du 19 juin 1937, déterminant les ports ouverts au trafic des marchandises et des passagers dans les Etablissements français de l'Océanie;

Consultées les chambres de commerce et d'agriculture;

Considérant que l'*oryctes rhinoceros*, principalement, fait, dans les contrées où il sévit, des ravages à peu près irrémédiables;

Que des relations régulières sont établies entre Tahiti et des îles notoirement infestées;

Qu'un danger certain menace la colonie, l'insecte en question se propageant avec une grande rapidité sous toutes ses formes: insecte parfait, larve et œufs;

Qu'il est urgent de prendre des mesures de protection énergiques;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 26 novembre 1937,

ARRÊTE :

TITRE I^{er}*Importation des produits végétaux et des terres.*

Article 1^{er}. — Est interdite dans les Etablissements français de l'Océanie l'importation des plantes, parties de plantes, jeunes plants, grains, fruits et des produits végétaux en général, ainsi que des emballages qui les contiennent ou les ont contenus, provenant des pays énumérés à l'article 4 ci-après.

Art. 2. — Cette interdiction s'applique également au coprah et aux fibres brutes. Elle ne s'applique pas aux parties de plantes ayant subi des manipulations industrielles, à moins qu'elles ne soient humides ou pourries.

Art. 3. — Est interdite également l'importation des terres, sables et engrais provenant des mêmes pays, qu'ils soient seuls ou qu'ils accompagnent des plantes ou autres produits.

Art. 4. — Ces pays sont :

Samoa orientales et occidentales.	Ile Formose
Archipel Tonga.	Cuba
Archipel Bismark.	Haïti et Saint-Domingue
Nouvelle-Guinée.	Porto-Rico
Îles Philippines.	

TITRE II

Importation des autres produits.

Art. 5. — L'ensemble de chargement autre que les torres et produits végétaux, embarqué dans les pays désignés à l'article 4 ci-dessus ne pourra être débarqué qu'après qu'il aura été remis au fonctionnaire faisant office d'inspecteur un certificat officiel du pays d'origine établissant que les objets, colis et matières composant la cargaison à débarquer ont été soumis à l'action de l'acide cyanhydrique aussitôt avant le départ du bateau, et pendant une heure, le gaz étant produit à la concentration minima de 50 gr de cyanure de potassium par mètre cube soumis à la fumigation.

Aucune des parties de la cargaison dont il est question ne sera débarquée dans la colonie sans avoir été vue par un inspecteur, qui peut interdire l'entrée ou, s'il a accordé sa permission, peut imposer la fumigation aussitôt après débarquement. Aucun agent des Douanes ne permettra le débarquement sans avoir reçu des instructions d'un inspecteur.

TITRE III

Dispositions concernant les passagers.

Art. 6. — A l'arrivée d'un navire quel qu'il soit, provenant d'un des pays ci-dessus mentionnés, il sera loisible à un Inspecteur d'examiner les bagages, vêtements et effets personnels de toute personne débarquant du navire, de les saisir et de les faire désinfecter s'il a des raisons de supposer qu'ils ont été en contact avec une plante ou une terre contaminée.

Après désinfection effectuée aux frais du propriétaire, les objets seront remis à la douane.

TITRE IV

Dispositions applicables aux navires et à leur cargaison.

Art. 7. — Tout navire ayant séjourné ou relâché dans un lieu quelconque des pays énumérés à l'article 4 ci-dessus, moins de vingt jours avant son arrivée dans les Etablissements français de l'Océanie, devra entrer en premier lieu dans le port de Papeete.

Art. 8. — Tous les navires arrivant de ces mêmes pays devront conserver les produits végétaux qui en sont originaires ainsi que toute la cargaison qui en provient, pour une destination autre que les Etablissements français de l'Océanie dans des cales séparées qui ne devront pas être ouvertes durant l'escale à Papeete.

Art. 9. — Il est fait en outre obligation aux navires provenant des Samoa et des Tonga d'interrompre leurs opérations de chargement et de déchargement et de s'éloigner à 400 mètres du quai, au plus tard une heure avant le coucher du soleil et de revenir au wharf au plus tôt une heure après le lever du soleil.

Art. 10. — Les capitaines des navires transportant une cargaison et des objets ou colis autres que les bagages des passagers, en provenance d'un des pays en question, devra dès l'arrivée à Papeete fournir à un fonctionnaire faisant office d'inspecteur une liste détaillée des dites marchandises, indiquant l'endroit où elles se trouvent arrimées, ainsi qu'une liste de tous les passagers portant le lieu de leur embarquement.

Cette liste comprendra tous les articles, objets et colis à destination ou non de la colonie, ainsi que tous les passagers, sans égard à leur destination.

TITRE V

Création d'une zone de protection

Art. 11. — La culture des palmiers de toutes variétés est interdite dans tous les terrains compris dans un rayon de 400 mètres à partir du quai de débarquement de Papeete. Les propriétaires

des terrains compris dans ce périmètre devront abattre les palmiers y existant déjà dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

TITRE VI

Pénalités.

Art. 12. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles de un à cent francs d'amende et de un à quinze jours de prison sans préjudice des frais entraînés par son application d'office par les services compétents.

En cas de récidive la peine de prison sera toujours appliquée.

Art. 13. — Le Pharmacien de l'Hôpital et le Chargé du Service de l'Agriculture qui lui est adjoint pour ce cas particulier, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera soumis d'urgence à l'approbation du Ministre des colonies.

Art. 14. — Le présent arrêté est rendu, vu l'urgence, provisoirement exécutoire. Il sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1234 a.g.f., modifiant les tarifs de remboursement des journées de traitement à l'Hôpital et les frais d'hospitalisation à la Maternité, ainsi que les tarifs de cessions par la Pharmacie centrale d'approvisionnement et par les Laboratoires et les services de pansements de l'Hôpital de Papeete.

(Du 27 novembre 1937).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie; OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté local n° 245 s.g. du 11 mars 1932 sur le fonctionnement du Service de Santé dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté n° 480 s.g. du 10 juillet 1933 sur l'entrée gratuite des femmes originaires des Etablissements français de l'Océanie à la Maternité de Papeete;

Vu l'arrêté n° 113 a.g.f. du 30 janvier 1936 fixant les tarifs de cessions par la pharmacie centrale d'approvisionnement et par les laboratoires et les services de pansements de l'Hôpital;

Considérant que par suite de l'augmentation du prix de revient des journées de traitement à l'Hôpital, d'hospitalisation à la maternité et du coût élevé des médicaments, objets de pansement et autres, il y a lieu de relever les tarifs actuellement en vigueur;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration générale et des finances;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 26 novembre 1937,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le prix de la journée de traitement à l'hôpital de Papeete, fixé à l'article 27 de l'arrêté n° 245 s.g. du 11 mars 1932 est modifié ainsi qu'il suit :

A — Fonctionnaires et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux :

1 ^o Officiers ou assimilés	60 frs
2 ^o Sous-officiers ou assimilés	45 »
3 ^o Soldats ou assimilés	30 »
4 ^o Prisonniers, indigents assistés du Service local ou de la Municipalité de Papeete	15 »

B — Particuliers, c'est-à-dire personnes non traitées au compte du Service local :

1 ^{re} catégorie	60 frs
2 ^o catégorie	45 »
3 ^o catégorie	30 »
4 ^o catégorie	15 »

Art. 2. — Le tarif de remboursement des journées de la Maternité fixé à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 480 s.g. du 10 juillet 1933 est modifié comme suit :

1 ^{re} catégorie	60 frs
2 ^o catégorie	30 »
3 ^o catégorie (hospitalisation gratuite)	15 »

Art. 3. — Le tarif des cessions de médicaments simples, spécialités, médicaments composés, objets de pansements, menues interventions etc... fixé par l'arrêté n° 113 a.g.f. du 30 janvier 1936 est modifié ainsi qu'il suit :

Cachets médicamenteux, capsules (chaque)	0 25
Suppositoires	0 50
Paquets, comprimés, pilules (sauf quinine et spécialités)	0 15
Ampoules médicamenteuses (sauf spécialités)	0 50
Collutoire	1 60
Collyre	1 60
Gargarisme	1 60
Lavement	2 »
Limonade	2 50
Liniment	2 50
Mixture	2 50
Pommade	2 50
Potion	2 50
Poudre composée	2 »
Purge au sulfate de soude	0 48
Solution	2 »
Bain simple	3 »
Bain médicamenteux (le prix du bain simple augmenté du prix du médicament)	
Bain avec friction pour traitement de la gale	6 »

Récipients :

Courtines jusqu'à 210 cc inclus	0 80
Courtines de 250 à 500 cc inclus	1 30
Pot à onguent jusqu'à 125 grs inclus	1 »
Pot à onguent de 250 à 500 grs inclus	2 »
Boîtes à pilules	1 20

LABORATOIRES

Recherches bactériologiques :

Examen bactériologique	8 »
Culture et examen	16 »
Prise de sang pr Wassermann ou Vernes	16 »
Ponction lombaire	24 »
Etablissement d'un diagnostic nécessitant une réaction biologique	25 »

Recherches chimiques :

Analyse chimique biologique (suc gastrique, urine, sang, liquide céphalo-rachidien, fèces etc...)	5 »
Recherche et dosage d'un élément	10 »
Analyse complète	30 »

MENUES INTERVENTIONS

Injection hypodermique ou intra-musculaire d'un médicament autre qu'un arsénobenzène ou produit similaire, par injection (médicament compris)	3 »
---	-----

Injection hypodermique ou intra-musculaire d'un arsénobenzène ou produit similaire, par injection (médicament compris)	8 »
Injection intraveineuse d'un médicament autre qu'un arsénobenzène : par injection (médicament compris)	6 50
Injection intraveineuse d'un arsénobenzène ou produit similaire : par injection (médicament compris)	10 »
Pointes de feu, ventouses	3 »
Petit pansement (objets de pansement compris)	4 »
Moyen pansement id.	5 »
Grand pansement id.	10 »
Pansement exceptionnel id.	15 »
Extraction de dent, sans anesthésie	5 »
Extraction de dent, avec anesthésie locale	10 »
Massage (pour une séance)	5 »
Electrothérapie (pour une séance)	5 »
Lavage vésical	2 »

PHYSIOTHÉRAPIE

Examen radioscopique simple	12 »
Examen nécessitant l'emploi d'un sel de baryte ou de bismuth	30 »

Art. 4.— Le Chef du Service d'Administration générale et des finances et le Chef du Service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1938 et qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1235 a.g.f., modifiant le taux de remboursement pour frais d'entretien des malades à l'Asile des Aliénés de Papeete.

(Du 27 novembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 23 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 28 août 1913, portant création à Papeete d'un Etablissement public destiné à recevoir les personnes atteintes d'aliénation mentale ;

Vu l'arrêté n° 766 s.g., du 12 Décembre 1930 relevant le taux de remboursement pour frais d'entretien des malades à l'Asile de Papeete ;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 26 Novembre 1937,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Le taux de remboursement pour frais de traitement à l'Asile des Aliénés de Papeete, fixé à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 766 s.g., du 12 décembre 1930 est fixé ainsi qu'il suit :

Européens et assimilés.....	30 francs.
Océanitiens et assimilés.....	15 —

Art. 2.— Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1938 et qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1237 d., autorisant MM. le Trésorier-Payeur, le Préposé du Trésor et les Gérants de comptes du Trésor à faire emploi dans leurs écritures du montant de divers dégrèvements accordés sur les exercices 1934-1935 et 1936.

(Du 27 novembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 23 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, articles 43, 44 et 45 et le décret financier du 30 décembre 1912, articles 173, 174 et 177 ;

Vu l'arrêté n° 591 c., promulguant dans la Colonie le décret du 3 juin 1935 modifiant l'assiette de l'impôt foncier sur la propriété bâtie dans la Colonie ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1936, promulguant dans la Colonie le décret du 4 décembre 1935, instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt des prestations ;

Vu les arrêtés 779 s.g., 167 a.g.f. et 1050 a.g.f., des 6 décembre 1933, 12 mars 1935 et 28 novembre 1935, approuvant le tarif des taxes locales pour les années 1934, 1935 et 1936 ;

Vu le rapport du Chef du Service des Douanes et Contributions et l'avis conforme de M. le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 26 novembre 1937,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— MM. le Trésorier-Payeur, le Préposé du Trésor à Raiatea-Tahaa et les Gérants de comptes du Trésor à Huahine, Borabora, Makatea, Rururu-Rimatarara et Rapa sont autorisés à faire emploi dans leurs écritures du montant des dégrèvements accordés à divers contribuables sur les exercices 1934, 1935 et 1936, s'élevant à la somme de : Vingt mille huit cent vingt-sept francs soixante-neuf centimes, savoir :

Perception de Tahiti.

Ordre n° 1.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1934.....	3.107 10
Ordre n° 2.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1935.....	12.868 11

Perception de Raiatea-Tahaa.

Ordre n° 3.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1934.....	0 50
Ordre n° 4.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1935.....	300 »
Ordre n° 5.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1935.....	0 75
Ordre n° 6.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1936.....	667 »
Ordre n° 7.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1936.....	1.113 25

Perception de Huahine.

Ordre n° 8.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1935.....	0 50
Ordre n° 9.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1936.....	37 75
Ordre n° 10.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1936.....	1.808 23

Perception de Bora-Bora.

Ordre n° 11.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1935.....	0 50
Ordre n° 12.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1936.....	100 50
Ordre n° 13.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1936.....	251 25

Perception de Makatea.

Ordre n° 14.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1934.....	70 50
Ordre n° 15.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1935.....	9 »

Perception de Rurutu-Rimatara.

Ordre n° 16.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1936.....	502 50
---	--------

Perception de Rapa.

Ordre n° 17.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1936.....	50 25
Total.....	<u>20.827 69</u>

Art. 2. — Les ordonnances de "remise et modération", de "décharge et réduction" seront mises à l'appui de leur comptabilité ;

Art. 3. — M. le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et le Chef du Service des Douanes et Contributions, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1238 d., rendant exécutoires divers rôles principaux et supplémentaires de l'impôt dit des routes, de la taxe sur la propriété bâtie, des patentes fixes et proportionnelles, de la taxe additionnelle 10 % C.C., de la taxe sur les voitures, de la taxe sur les chiens, du droit fixe et supplémentaire pour l'année 1937.

(Du 27 novembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation de la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 591 c., du 19 juillet 1935 promulguant dans la Colonie le décret du 3 juin 1935, modifiant l'assiette de l'impôt foncier sur la propriété bâtie dans la Colonie ;

Vu l'arrêté n° 108 c. du 29 janvier 1936 promulguant dans la Colonie le décret du 4 décembre 1935, instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt des prestations ;

Vu l'arrêté n° 1238 a.g.f., du 29 décembre 1936, approuvant le tarif des taxes locales pour l'année 1937 ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 26 novembre 1937,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux et supplémentaires pour l'année 1937 s'élevant ensemble à la somme totale de *Quinze mille huit cent quarante francs quatre-vingt-dix-huit centimes*, savoir :

PERCEPTION DE TAHITI.**Rôle supplémentaire du 3^{me} trimestre 1937.**

Impôt dit des routes.....	450 »
Propriété bâtie.....	135 »
Patentes fixes.....	5.421 83
Patentes proportionnelles.....	2.975 78
Taxe additionnelle de 10 o/o C.C....	839 72
Taxe sur les voitures.....	160 »
Taxe sur les chiens.....	30 »
Droit fixe.....	440 »
Droit supplémentaire.....	3.506 65
Formules et avis.....	226 »
Total de la perception de Tahiti.....	<u>14.184 98</u>

PERCEPTION DE ATUONA.

(Marquises Sud.)

Rôle supplémentaire du 1^{er} semestre 1937.

Impôt dit des routes.....	450 »
Patentes fixes.....	236 25
Patentes proportionnelles.....	150 »
Taxe sur les chiens.....	150 »
Droit fixe.....	20 »
Droit supplémentaire.....	390 »
Formules et avis.....	19 25

Total de la perception de Atuona..... 1.445 50.

PERCEPTION DES ILES TUAMOTU.**Rôle principal Ex. 1937.**

Patentes fixes.....	140 »
Patentes proportionnelles.....	90 »
Formules et avis.....	10 50

Total de la perception des Iles Tuamotu..... 240 50.

Total général..... 15.840 98.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1239 p. t. t., portant à partir du 1^{er} janvier 1938 modifications des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques dans les relations intérieures ainsi que dans les relations franco-coloniales et internationales.

(Du 27 novembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le *Journal officiel* de la République française en date du 9 juillet 1937 publiant le décret relatif à la réalisation d'un ensemble de mesures tendant à assurer le redressement financier (titre IV - Section B article 88 à 96 page 7761) ;

Vu le *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie numéro spécial en date du 24 février 1937 publiant le décret portant application aux colonies de la Convention et des arrangements de l'Union postale signé au Caire le 20 mars 1934 suivi de la loi du 27 octobre 1936 portant application de la susdite Convention ;

Vu le *Journal officiel* de la République française en date du 9 juillet 1937 publiant les décrets relatifs à l'exécution de la Convention postale universelle (page 7775) ;

Vu le radiotélégramme du Ministre des colonies en date du 13 juillet 1937 ;

Vu le radiotélégramme du Ministre des colonies en date du 14 septembre 1937 approuvant les dispositions nouvelles ;

Vu les décrets du 31 août 1937, 10 et 22 septembre 1937 ;

Vu la dépêche ministérielle n° 4299 du 8 septembre 1937 ;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes et Télégraphes et sur l'avis conforme du Chef du Service d'Administration générale et des Finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 26 novembre 1937,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dans le régime intérieur et franco-colonial les taxes postales des objets de correspondances désignés ci-après sont fixées ainsi qu'il suit :

A - Journaux et publications périodiques.

Service intérieur et franco-colonial seulement

POIDS	Journaux routés		Journaux non routés		Autres Journaux
	Rayon général hors de Tahiti	Rayon limitrophe Ile de Tahiti	Rayon général hors de Tahiti	Rayon limitrophe Ile de Tahiti	
Jusqu'à 75 grammes.	0 02	0 01	0 04	0 02	0 10
de 75 à 100 —	0 05	0 025	0 07	0 035	0 15
de 100 à 125 —	0 08	0 04	0 10	0 05	0 20
de 125 à 150 —	0 10	0 05	0 12	0 06	0 25
de 150 à 200 —	0 15	0 075	0 17	0 085	0 30
Ensuite par 50 gr. ou fraction de 50 gr.	0 03	0 015	0 03	0 015	0 03

Poids maximum : 3 kilogr.

B - Imprimés électoraux.

Bulletins de vote, circulaires, cartes d'électeur, imprimés se rapportant exclusivement à des élections aux corps politiques et aux élections des tribunaux de commerce, des chambres de commerce et des conseils de prud'hommes :

Par 25 grammes ou fractions de 25 grammes. 0 02

C - Abonnement aux boîtes de commerce

Les taxes d'abonnement aux boîtes de commerce sont fixées comme suit :

Ville de moins de 50.000 habitants. 40 fr. par an.

Abonnements spéciaux dits de saison. 12 fr. par mois.

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration générale et des Finances et le Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1240 e., prorogeant de cinq mois le délai de déclaration de la succession de M. Cheung Tang Chung n° 1873.

(Du 27 novembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la lettre du 8 novembre 1937 — reçue au gouvernement le 9, n° 5159, — de M. Ah Loy n° 6438, portant demande de prorogation de cinq mois du délai de déclaration de la succession de son père, M. Cheung Tang Chung n° 1873, décédé à Papeete le 13 mai 1937 ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 organique de l'enregistrement, notamment l'article 80 ;

Sur le rapport et la proposition du Chef de Service ;

Vu l'avis du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ;

Le Conseil Privé consulté dans sa séance du 26 novembre 1937,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une prorogation de délai de cinq mois, à compter du 13 novembre 1937, est accordée aux héritiers de M. Cheung Tang Chung n° 1873, pour souscrire la déclaration de la succession à charge de paiement d'une fraction du demi droit en sus calculée à un pour cent des droits simples et par mois ou fraction de mois de retard.

Art. 2. — Les Chefs des Services d'Administration Générale et des Finances et de l'Enregistrement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1241 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage.

(Du 27 novembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 5 mars 1927 en son article 15 ;

Vu les décrets des 28 juin 1877 et 18 octobre 1891 ;

Vu les demandes formulées par M. Teriifaataura a Iotefa et Mademoiselle Marereva a Mataare, et tendant à obtenir dispense de production d'acte de naissance, aux fins de contracter mariage ensemble ;

Attendu que les requérants sont nés tous deux à Raiatea avant l'organisation de l'état civil dans l'archipel des Iles Sous-le-Vent ;

Vu les pièces produites à l'appui de leur demande ;

Sur le rapport du Chef du Service judiciaire ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance en date du 26 novembre 1937.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Teriifaataura a Iotefa, né à Uturoa le 24 juillet 1886, fils de Iotefa a Uru et de Teuramarea a Poula, à l'effet de contracter mariage avec la dame Marereva a Mataare.

Art. 2. — Dispense de la production de son acte de naissance est accordée à la dame Marereva a Mataare, née à Opon (Raiatea), le 15 février 1895, fille de Mataare a Teriitahi et de Uratua a Maue, à l'effet de contracter mariage avec M. Teriifaataura a Iotefa.

Art. 3. — Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 4. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1242 j.

(Du 27 novembre 1937.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Temaeva a

Taaroa, né à Tumaraa (île Raiatea) en 1888, fils de Taaroa a Ohua et de Toimota a Maikuti, à l'effet de contracter mariage avec la dame Hana a Teritua.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1243 j.

(Du 27 novembre 1937.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à la dame Mariana a Tekakeoterangi, née à Moruroa, en 1908, fille de Mikaere a Temaeva et de Prota a Tekakeoterangi, à l'effet de contracter mariage avec M. Benedito a Gareravaru.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1244 j.

(Du 27 novembre 1937.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense d'âge est accordée à Mademoiselle Vaite Clark, née à Faao, le 14 juillet 1924, à l'effet de contracter mariage avec M. Teritahi a Temaa-hatai dit Pepe Manarii.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1245 j.

(Du 27 novembre 1937.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Teretino a Tetaihopu, né à Reao (Tuamotu) en 1906, fils de Toretō a Tetaihopu et de Coleta a Tekakeoterangi, à l'effet de contracter mariage avec la dame Dorotea a Moearo.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1248 a.g.f., instituant une commission chargée de l'étude de la modification et de la codification des divers textes relatifs à la protection de la santé publique en vigueur dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 29 novembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 20 mai 1910 portant application aux Etablissements français de l'Océanie de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique ;

Vu les arrêtés locaux portant diverses réglementations de détail, par application du décret sus-visé ;

Considérant que la multiplicité de ces textes en rend l'application difficile et est de nature à prêter à confusion ;

Qu'il est désirable d'établir une réglementation unique concernant la protection de la santé publique dans la Colonie,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une Commission composée de :

MM. le Procureur de la République, Chef du Service judiciaire,

Président ;

le Chef du Service de Santé,

Membre ;

le Chef du Service des Travaux Publics,

le Chef du Service de la Sécurité,

le Chef du Service d'Hygiène,

le Maire de la Ville de Papeete,

le Chef de la 1^{re} section du Service d'Administration Générale et des Finances,

L'Econome de l'Hopital remplira les fonctions de Secrétaire avec voix consultative.

Cette Commission se réunira sur la convocation de son Président en vue d'étudier et de proposer au Chef de la Colonie un texte unique comprenant toutes les mesures relatives à la protection de la santé publique, tant à Papeete qu'à Tahiti et dans les archipels.

Elle pourra s'inspirer, pour ce travail, des règlements actuellement en vigueur tant en Océanie que dans les autres colonies et proposer telle mesure qui lui paraîtra mieux adaptée aux contingences locales.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1249 s., affectant le Médecin-Lieutenant Brault des troupes coloniales au poste médical de Taravao.

(Du 29 novembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1068 a.g.f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local ;

Vu l'arrêté n° 489 s.g. du 13 juillet 1934 réglementant les conditions dans lesquelles les suppléments de fonctions et indemnités diverses devront être perçus ;

Vu la décision n° 92 c. du 8 février 1935 affectant le Médecin-lieutenant Massal au poste médical de Taravao ;

Vu le prochain départ en fin de séjour du Médecin-capitaine Massal et son départ, le 24 novembre 1937, en tournée d'assistance médicale aux Iles Tuamotu ;

Vu la dépêche ministérielle n° 6028 I/S du 27 août 1937 portant avis de désignation coloniale du Médecin-lieutenant Brault, et son arrivée dans la Colonie ;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le Médecin-lieutenant Brault est affecté au poste médical de Taravao, en remplacement du Médecin-capitaine Massal, à compter du 23 novembre 1937.

Il aura droit, en cette qualité, aux indemnités prévues par les textes réglementaires.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 novembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1264 c., nommant M. M. Raymond Hopuare dit Hérauld et Pierre Constant, agents auxiliaires du Service local et les affectant au Service des Douanes et Contributions.

(Du 3 décembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les résultats de l'examen auquel ont été soumis les intéressés ;

Vu les nécessités du service et les disponibilités budgétaires.

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Hopuare, Raymond dit Hérault est nommé agent auxiliaire du Service local et affecté au Service des Douanes pour compter du 6 décembre 1937 date à laquelle il prendra son service.

Il percevra un traitement mensuel de 750 francs exclusif de toute indemnité.

Art. 2. — M. Constant Pierre, est nommé agent auxiliaire du Service local et affecté au Service des Contributions pour compter du 6 décembre 1937 date à laquelle il prendra son service.

Il percevra un traitement mensuel de 750 francs exclusif de toute indemnité.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera et publiée au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 3 décembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY

ARRÊTÉ n° 1267 d., *fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la Colonie au 1^{er} décembre 1937.*

(Du 4 décembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1928, instituant une mercuriale officielle dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté du 15 mai 1931, ensemble celui du 30 novembre 1935, modifiant l'article 2 de l'arrêté du 20 décembre 1928 ;

Vu la décision du 20 février 1937, fixant la composition de la commission dite "des mercuriales" ;

Vu le procès-verbal de la commission dite "des mercuriales" en date du 1^{er} décembre 1937,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La mercuriale officielle en vigueur au 1^{er} décembre 1937, pour les produits exportés de la Colonie est fixé ainsi qu'il suit

Vanille de toute qualité.....	120'	le kilo
Coprah local.....	1 25	»
Coprah d'importation.....	1 05	»
Nacre.....	2 25	»
Cocos secs.....	350'	le mille
Café en parche.....	4 50	le kilo
Café décortiqué.....	6	»
Fungus.....	2'	» le kilo
Biches de mer.....	2	»

Art. 2. — Le Chef du Service des Douanes et Contributions est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1268 a.g.f., *désignant les membres de la Commission d'évaluation de la valeur locative des propriétés bâties pour la Commune de Papeete (période triennale 1938-1940).*

(Du 4 décembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 3 juin 1935 portant approbation d'une délibération des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie, en date du 18 janvier 1935, modifiant l'assiette de l'impôt foncier sur la propriété bâtie dans la Colonie ;

Sur la proposition du Chef du Service des Douanes et Contributions,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont nommés pour faire partie de la Commission prévue à l'article 3 de la délibération des Délégations Economiques et Financières du 18 janvier 1935, chargée d'évaluer l'importance de la valeur locative dans la Commune de Papeete (période triennale 1938-1940),

MM. Faugerat, Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines,	Représentant de l'Administration, Président ;
Lavalette, Chargé des Contributions,	Représentant de l'Administration, Membre ;

Julien Lévy, propriétaire,	—
Emile Laguesse, propriétaire,	—
Philibert Montaron, propriétaire,	Membre suppléant ;

Art. 2. — En cas d'empêchement de l'un des membres propriétaires il sera fait appel au membre suppléant.

Dans le cas où la Commission ne pourrait être réunie au complet elle pourra délibérer valablement si trois membres sont présents.

En cas de partage, la voix du Président sera prépondérante.

Procès-verbal sera dressé des délibérations de la Commission et signé par les membres présents.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1937,

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 1270 a.g.f., *autorisant l'émission d'une quatrième tranche de "Bons à échéance fixe" de la Caisse Agricole, portant intérêts,*

(Du 7 décembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté local n° 924 c du 15 décembre 1931 autorisant la Caisse Agricole à émettre des "Bons à échéances fixes" portant intérêts et les actes modificatifs subséquents ; en particulier l'art. 1^{er} de l'arrêté n° 708 a.g.f. du 26 août 1935 ;

Vu la décision n° 513 a.g.f. désignant le Trésorier-Payeur comme contrôleur financier de la Caisse centrale de Crédit agricole mutuel ;

Vu la résolution prise par le Conseil d'Administration de la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel dans sa séance du 21 octobre 1937 ;

Vu l'avis conforme du Trésorier-payeur en date du 4 octobre 1937,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une nouvelle émission des "Bons à échéances fixes" de la Caisse Agricole (4^e tranche) est autorisée conformément aux

dispositions de l'art. 1^{er} de l'arrêté du 26 août 1935 jusqu'à concurrence de *Trois cent mille francs*.

Cette émission est répartie comme suit :

100.000 francs pour les bons à 1 an	
200.000 — — — à 2 et 3 ans.	

Cependant, et en cas d'insuffisance des fonds libres résultant d'un accroissement de demandes de retraits de dépôts, le Directeur est autorisé au cours de l'émission et si le maximum de 100.000 francs fixé se trouvait déjà atteint, à accepter exceptionnellement un excédent de souscriptions de bons à un an dont le montant viendrait en diminution de la part non encore souscrite réservée aux bons de 2 et 3 ans.

Art. 2. — Le Trésorier-payeur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 7 décembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

DECISION n° 1274 j., organisant le Bureau de l'Assistance Judiciaire pour l'année 1938.

(Du 8 décembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 8 octobre 1873 portant organisation et composition du Bureau d'Assistance Judiciaire dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'article 28 du décret du 16 janvier 1854 sur l'assistance Judiciaire aux colonies ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le Bureau de l'Assistance Judiciaire, pour l'année 1938 est composé comme suit :

Membres titulaires :

MM. Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances faisant fonctions d'Ordonnateur ;

Le Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines ;

Laguesse, (Emile), Commerçant à Papeete ;

Jardonnat, (Etienne), Notable à Papeete ;

Auffray, (Jules), Défenseur à Papeete.

Membres suppléants :

M^{re} Guillaumin, Défenseur à Papeete ;

M. Géraud-Jérusalem, Teraipiti, Notable à Papeete.

Art. 2. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 8 décembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 1286 a.g.f., portant annulation de crédits supplémentaires ouverts au titre de divers chapitres du budget de l'exercice en cours.

(Du 11 décembre 1937.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté n° 691 a.g.f., du 12 juillet 1937, portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de divers chapitres du budget local de l'exercice en cours ;

Vu le décret du 19 septembre 1937 portant approbation de crédits supplémentaires ouverts par l'arrêté susvisé jusqu'à concurrence de 3.199.788 francs, et portant annulation des crédits ouverts par le dit arrêté pour une mission d'inspection et s'élevant au total à 76.800 frs ;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont annulés au titre du budget local de l'exercice 1937, les crédits supplémentaires ouverts par l'arrêté n° 691 a.g.f., du 12 juillet 1937, pour une mission d'inspection s'élevant à la somme de : *Soixante-seize mille huit cents francs (76.800)* se répartissant comme suit :

CHAPITRE 2 :

Art. 7 § 1. — Indemnités de mission à des inspecteurs des colonies	43.200 »
Art. 7 § 2. — Solde et indemnités des secrétaires attachés à la mission	15.000 »
Art. 7 § 3. — Plan'on concierge etc..	6.600 »
Total du chapitre 2	64.800 »

CHAPITRE 3 :

Art. 5 § 1. — Dépenses de logement et d'ameublement	9.000 »
Art. 5 § 2. — Menues dépenses de matériel éclairage	3.000 »
Total du chapitre 3	12.000 »
Total général	76.800 »

Art. 3. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 décembre 1937.

CHASTENET DE GÉRY.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES.

1. — *Par décision n° 1285 du 10 décembre 1937.* — Pour compter du 1^{er} janvier 1938, il est alloué aux agents de police suivants des districts de Tahiti et de Moorea, l'indemnité de bicyclette prévue au tableau E, annexé à l'arrêté n° 62 a.g.f. du 28 janvier 1935, soit : *Cent quarante quatre francs l'an (144)*, savoir :

Tareia a Mai Fuller, mutui du district de Paen,	
Manea a Faatoa,	— Mataiea,
Taripo a Pau,	— Papeari.
Taihou a Maoni,	— Teahupoo,

Teriierooiterai Alfred,	—	Tautira,
Maiturai a Malo,	—	Hitiaa-Faaone,
Puarai a Teuira,	—	Papenoo,
Tefaumarama a Taurua,	—	Mahina,
Teraï Hapoto,	—	Afareaitu (Moorea),
Maurai a Airima,	—	Teavaro-Teaharoa
		(Moorea)

2. — *Par décision n° 1287 du 11 décembre 1937.* — M^{lle} Gérard Henriette est nommée dame-employée du Service Local au Service d'Administration Générale et des Finances, à la solde mensuelle de *Quatre cents francs* (400 frs) exclusive de toute indemnité y compris celle de zone.

* * *

ENSEIGNEMENT.

1. — *Par décision n° 1251 du 29 novembre 1937.* — M. Benoist, Instituteur de 5^e classe de C.M. est promu à l'ancienneté et pour compter du 30 juin 1937, instituteur de 4^e classe (classement local).

2. — *Par décision n° 1253 du 29 novembre 1937.* — Sont autorisés à prendre part au concours des Bourses d'Etudes à l'Ecole Centrale, fixé au 2 Décembre 1937, les candidats dont les noms suivent :

Léa Poroi	Agnie Urarii
Georges Olivia Tairapa	Francis Temauriauraa
Teipo Temarama Angèle	Edmée Hinano Moe
Benjamin Teluqiya	Tetua Tau
Ida Tetutaata Teissier	Irène Bonnesin (Thuret)
Ahurau a Tehei	Solange Teraï
Joséphine Aroe	Clayton Hyde
Louise Léa White	Marcelle Keck
Yolande Jeanne Paquier	Vahapata Teamo
	Roseline Pomare.

3. — *Par décision n° 1254 du 30 novembre 1937.* — Il est accordé à M^{lle} Teriierooiterai Vaite, née le 20 janvier 1923, candidate au Brevet local à Papeete session 1937, la dispense d'âge qui lui est nécessaire pour se présenter à cet examen.

4. — *Par décision n° 1272 du 8 décembre 1937.* — M^{me} V^o Temariiauma Tetuaniteuramea, institutrice de 2^e classe du cadre local, reprendra son service en qualité de Directrice de l'Ecole de Pueu pour compter du 1^{er} décembre 1937.

5. — *Par décision n° 1273 du 8 décembre 1937.* — Il est accordé à M^{lle} Tapurai Imera, candidate au Certificat d'Etudes local à Uturoa, session de 1937, la dispense d'âge qui lui est nécessaire pour se présenter à cet examen.

* * *

TRÉSOR.

1. — *Par décision n° 1250 du 29 novembre 1937.* — M. Guilbert (Lucien) Commis de 1^{re} classe de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie est promu, pour compter du 15 novembre 1937, commis principal de 4^e classe.

AVIS OFFICIELS

CIRCULAIRE

N° 2823 a.g.f.

Papeete, le 11 décembre 1937.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

à Messieurs les Chefs de Circonscription Administrative
et Chefs de Poste Administratif.

Depuis 4 ans, l'Imprimerie du Gouvernement a procédé au numérotage de tous les modèles d'imprimés en usage dans les différents services de la colonie et en est arrivé au chiffre 1.000.

Dans le but d'accélérer l'envoi des commandes et pour en assurer l'exacte exécution, il y aurait intérêt à mentionner sur le bon de commande le numéro afférent à chaque imprimé.

Exemple : 500 imprimés I.G. n° 28.

Cette façon de procéder éviterait des recherches parfois assez longues et des erreurs fréquentes dans les fournitures aux services intéressés.

Dans le cas où l'imprimé demandé ne porterait pas encore de numéro il serait indispensable de joindre un modèle à la commande.

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 15 décembre 1937, sur une demande formulée par M. Jean Bénacek, demeurant à Pare (Fautau), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer sur sa propriété un moteur à explosion d'une puissance de 2 C.V. pour actionner une scie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 décembre 1937, à 17 heures.

M. Thirel (Marcel) Commis principal des Travaux Publics, est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Papeete, le 2 décembre 1937.

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 15 décembre 1937, sur une demande formulée par M. Woun Lou Moot Fat, demeurant à Uturoa (Raiatea), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer dans son arrière boutique un moteur à explosion d'une force de 2 C.V. destiné à la fabrication de crème glacée.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 décembre 1937, à 17 heures.

M. Berruet, Chargé du Service des Travaux Publics, est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Papeete, le 2 décembre 1937.

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 15 décembre 1937, sur une demande formulée par M. Fong Chun Yen n° 6194, demeurant à Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer 3 moteurs électriques, le premier d'une force de 1/2 C.V. le 2^{me} de 3 1/2 C.V. et le 3^{me} de 1 C.V. — Ces moteurs sont destinés à actionner des appareils de réfrigération.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 décembre 1937, à 17 heures.

M. Thirel (Marcel) Commis principal des Travaux Publics, est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Papeete, le 7 décembre 1937.

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

LISTE des assesseurs au tribunal criminel pour l'année 1938.

Amedet Amédée	Juventin Elie
Breul Robert	Legrand Guy
Bourigeaud Paul	Lherbier Léon
Bouzer Emile	Mony Louis
Bambridge Antony	Marcillac Léon
Brault Henri	Maraetefau Charles
Céran Jérusalémy T.	Montaron Philibert
Chabana Yvan	Millaud Jules
Constant André	Pailloux René
Coppenrath Clément	Pomel Robert
Didelot Roger	Páraitá Tehanai
Doucet Antony	Ravet
Frogier Marcel	Reneteaud Maurice
Fonlana Robert	Solari René
Gérard Edouard	Spitz Georges
Hervé François	Thirel Henri
Hérault Victor	Tranchand Louis
Jacquemin André	Viénot Edmond

AVIS

Le Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie, a l'honneur d'informer le public de l'installation de la commission d'Enquête et d'Etudes dans les Territoires d'Outre-Mer, créée par la loi du 30 Janvier 1937.

Les Groupements, Associations et personnes privées qui désireront saisir cette Commission de leurs vœux pourront les adresser à son siège : 20, rue la Boétie, Paris (8°), en y joignant les mémoires écrits qui les justifient.

Il est rappelé toutefois que les questions d'intérêt général ou collectif sont seules de la compétence de la Commission. En conséquence, elle ne pourra tenir compte des réclamations ayant un caractère d'ordre individuel ou privé.

PARTIE NON OFFICIELLE**MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE**

Mois de novembre 1937.

ENTRÉES

- 1^{er}. Côte français à moteur *Haupeeaterai*, de 26 tonneaux.
3. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Moruroa* de 100 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Ramona*, de 76 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonneaux.
5. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti* de 50 tonneaux.
5. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
5. Côte français *Tamarit Maareva*, de 22 tonneaux.
5. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
6. Côte français *Teatateré*, de 12 tonneaux.
7. Goélette française *Tamara*, de 94 tonneaux.
7. Motor-ship britannique *Hauraki*, de 7.113 tonneaux.
7. Côte français à moteur *Miti Ninamu*, de 15 tonneaux.
7. Goélette française à moteur *Vaite*, de 107 tonneaux.
10. Trois mats français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
11. Côte français *Tamarit Auura*, de 17 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Tamara* de 94 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
14. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
16. Côte français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
17. Vapeur français *Ville de Strasbourg*, de 7.138 tonneaux.
17. Vapeur britannique *Wairuna*, de 5.832 tonneaux.
17. Goélette française à moteur, *Tamara*, de 94 tonneaux.
18. Côte français *Herena*, de 6 tonneaux.
18. Trois mats français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
18. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
22. Goélette française à moteur *Moruroa*, de 100 tonneaux.
22. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
22. Vapeur français *Commissaire Ramel* de 10.061 tonneaux.
25. Yacht français à voiles *Alain Gerbault*, de 9 tonneaux.
26. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella* de 42 ton.
28. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
28. Trois mats français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
28. Côte français *Teatateré*, de 12 tonneaux.
28. Côte français *Te manu e apa*, de 9 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Ramona*, de 76 tonneaux.
29. Côte français à voiles *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
29. Côte français *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
29. Côte français à voiles *Tevatora*, de 11 tonneaux.

SORTIES

2. Côte français *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
2. Trois mats français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
2. Côte français *Tevatora*, de 11 tonneaux.
3. Côte français à voile *Tamarit Apahere*, de 6 tonneaux.
3. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
3. Côte français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
3. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
3. Goélette française à moteur *Tamara* de 94 tonneaux.
4. Côte français à voiles *Te manu e apa*, de 9 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Ruahatu* de 101 tonneaux.
4. Côte français à moteur *Haupeeaterai*, de 26 tonneaux.
5. Vedette française *Nacirata I*, de 19 tonneaux.

7. Goélette française à moteur <i>Tereora</i> , de 113 tonneaux.
8. Côte français à voiles <i>Celia</i> , de 11 tonneaux.
8. Goélette française à moteur <i>Suzanne</i> , de 53 tonneaux.
8. Trois mats français à moteur <i>Oiseau des Iles</i> , de 398 tonneaux.
9. Motor-ship britannique <i>Hauraki</i> , de 7.113 tonneaux.
9. Goélette française à moteur <i>Tamara</i> , de 94 tonneaux.
10. Côte français <i>Teatitere</i> , de 12 tonneaux.
10. Goélette française à moteur <i>Moana</i> , de 161 tonneaux.
12. Goélette française à moteur <i>Tamara</i> , de 94 tonneaux.
13. Goélette française à moteur <i>Ramona</i> , de 76 tonneaux.
16. Côte français à moteur <i>Miti Ninamu</i> , de 15 tonneaux.
16. Côte français <i>Tamarit Anura</i> , de 17 tonneaux.
16. Trois mats français à moteur <i>Oiseau des Iles</i> , de 398 tonneaux.
18. Goélette française à moteur <i>Vaite</i> , de 107 tonneaux.
19. Vapeur français <i>Ville de Strasbourg</i> , de 7.138 tonneaux.
19. Vapeur britannique <i>Wairuna</i> , de 5.832 tonneaux.
19. Goélette française à moteur <i>Potii Raiatea</i> , de 121 tonneaux.
19. Goélette française à moteur <i>Moruroa</i> , de 100 tonneaux.
21. Goélette française à moteur <i>Ravarava</i> , de 30 tonneaux.
21. Goélette française à moteur <i>St Xavier Maris Stella</i> , de 42 ton.
21. Goélette française à moteur <i>Vahine Tahiti</i> , de 50 tonneaux.
21. Côte français à moteur <i>Tiare Tahiti</i> , de 23 tonneaux.
22. Goélette française <i>Manureva</i> , de 79 tonneaux.
22. Goélette française à moteur <i>Tamara</i> de 94 tonneaux.
23. Trois mats français à moteur <i>Oiseau des Iles</i> de 398 tonneaux.
24. Vapeur français <i>Commissaire Ramel</i> , de 10.061 tonneaux.
24. Goélette française à moteur <i>Moana</i> , de 161 tonneaux.
24. Goélette française à moteur <i>Mouette</i> , de 64 tonneaux.
24. Goélette française à moteur <i>Potii Raiatea</i> , de 121 tonneaux.
25. Goélette française à moteur <i>Denise</i> , de 143 tonneaux.
27. Yacht américain <i>Zita II</i> , de 16 tonneaux.
27. Goélette française à moteur <i>Moruroa</i> , de 100 tonneaux.
29. Goélette française à moteur <i>St Xavier Maris Stella</i> , de 42 ton.
30. Côte français <i>Tamarit Maareva</i> , de 22 tonneaux.
30. Goélette française à moteur <i>Potii Raiatea</i> , de 121 tonneaux.

SERVICE DE SANTÉ

Mouvements sanitaires pendant le mois
de novembre 1937.

HOPITAL DE PAPEETE:

Malades entrés pendant le mois	61
Opérations chirurgicales pratiquées pendant le mois.	22
Examens radioscopiques	20
Analyses bactériologiques pratiquées au Laboratoire de Papeete.....	328

DISPENSARE RATTACHÉ A L'HOPITAL DE PAPEETE:

Consultations d'assistance générale avec 91 nou- veaux malades.....	400
Pansements divers.....	163
Hospitalisations.....	19
Examen radioscopique	3
Injectons diverses (dont 5 de sérum antilétanique)..	91
Prises de sang.....	67
Consultations antivenériennes avec 36 nouveaux ma- lades.....	276
Examens de filles publiques.....	130
Injectons antistigma diverses.....	240
Examens de laboratoire.....	281
Visite de marins des goélettes locales.....	257

MATERNITÉ DE PAPEETE:

Malades entrés en octobre dont 1 nourrisson.....	31
Accouchements pratiqués	24
Consultations prénatales.....	63
Consultations de nourrissons.....	47

LÉPROSERIE D'OROFARA:

Pansements divers pratiqués.....	1010
Injectons d'Hyrganol, simple et iodé.....	148
Traitement par l'hecline.....	2
Analyses d'urine.....	100

ASSISTANCE MÉDICALE INDIGÈNE (CENTRE MÉDICAL
DE TARAVAO SECTEUR SUD) (TAHITI):

Consultations de médecin à 180 malades.....	291
Injectons antivenériennes faites à ce poste.....	38
Malades hospitalisés à l'ambulance avec 119 journées	12
Malades vus en tournée dans les districts du secteur...	13

SECTEUR NORD DE TAHITI:

Consultations de médecin à 95 malades.....	135
Pansements divers.....	62
Soins divers de petite chirurgie.....	6

DISPENSARE D'AFAREAITU (MOOREA):

Consultations par l'infirmière sage-femme à 94 consul- tants.....	165
--	-----

ILES-SOUS-LE-VENT:

Consultations données par le Médecin à Uturoa à 130 malades.....	452
Malades hospitalisés à l'infirmerie avec 118 journées.	13
Injectons antistigma diverses.....	73
Examens de filles publiques.....	9
Tournée à Tuhaa.	

ILES TUAMOTU (dispensaire du lieu de plonge
de Hikueru.)

Consultations données par l'infirmier du lieu de plonge,	142
--	-----

Le 22 Novembre 1937, arrivée du Médecin-Lieutenant BRAULT qui est venu remplacer au poste médical de Tara-
vao, le Médecin-Capitaine MASSAL rapatriable en janvier
1938.

Le 24 Novembre 1937, départ en tournée aux Iles Tuamotu,
du Médecin-Capitaine Massal. Cette tournée sera environ de
6 semaines.

Travailleurs anamites: Bon état sanitaire.

Police sanitaire maritime: Rien à signaler.

Service d'hygiène:

Nombre de plans de construction ou de réparation contrôlés.....	5
— de permis d'habitation délivrés.....	5
Visites sanitaires de goélettes.....	7
Désinfection de locaux (à l'Hôpital).....	7
Tournée d'inspection dans les magasins, restaurants, boulangeries, salons de coiffure et divers quartiers de la Ville de Papeete.	
Analyse bactériologique de l'eau de boisson de la Ville et de celle de Pirae.	

Papeete, le 13 décembre 1937.

Le Chef du Service de Santé,
Dr. MORIN.

ANNONCES JUDICIAIRES

Étude de M^e G. AHNNE Défenseur à Papeete.

CESSION DE FONDS DE COMMERCE.

Première insertion.

Suivant acte sous signatures privées en date à Papeete, du 4 décembre 1937, portant cette mention : Enregistré à Papeete, île Tahiti, le 6 décembre 1937, Folio 52, case 466, Reçu : Neuf mille quatre cent quatre-vingts francs soixante centimes.

Signé : FAUGERAT.

La "TAHITI JOINT VENTURE", Société constituée suivant les lois de l'Etat de Californie, représentée par M. FERMANN, son Directeur à Papeete, a vendu à :

M. Emile Alexandre Martin, Industriel, demeurant à Papeete.

Le fonds de commerce de fabrication et de vente en gros et en détail, de bière et de glace, exploité à Papeete et connu sous le nom de "BRASSERIE DE TAHITI" comprenant :

1° L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés.

2° Les différents objets mobiliers et tout le matériel sans exception, servant à son exploitation.

3° Et toutes les marchandises neuves et matières premières existant en magasin.

La prise de possession a été fixée au 4 décembre 1937.

Les oppositions devront être faites dans les dix jours de la deuxième insertion à Papeete, au siège du fonds vendu.

Pour première insertion :

G. AHNNE.

Etude de M^e G. DUBOUCH, notaire à Papeete.

A VENDRE

par adjudication

Le Mercredi 12 janvier 1938,

à 9 heures du matin,

En l'Etude de M^e DUBOUCH,

au plus offrant et dernier enchérisseur, en un seul lot les immeubles ci-après désignés, appartenant à M. Jean Gournac et situés au district de Mataiea :

I. — Terres en plaine

1° Tutuapehu, d'une superficie de 80 ares environ (80 ares d'après les anciens titres de propriété);

2° Tehoa, d'une superficie approximative de 1 hectare 80 ares;

3° Atirei, 1 et 2, d'une superficie approximative de 3 hectares;

4° Mourau, d'une superficie approximative de 3 hectares;

5° Tepiti 1, d'une superficie de 80 ares environ;

6° Tepiti 2, bornée du côté de la mer par une autre terre

Tepiti, s'étendant dans l'intérieur jusqu'à une autre terre Tepiti sur une longueur de 119 mètres; sa largeur est indéterminée;

7° Une parcelle de la terre Pipirai, d'une superficie approximative de 1 hectare 50 ares;

8° Amooraa, d'une superficie d'environ 80 ares;

9° Tatahi, à prendre du côté de la mer, d'une superficie de 7 hectares environ.

II. — Terres en montagne

1° Fareaito;

2° Tiopara, d'une superficie de 13 hectares 4 ares 58 centiares;

3° Toere, d'une superficie approximative de 7 hectares 78 ares 77 centiares;

4° Teveapeepec, d'une superficie de 7 hectares 60 ares 98 centiares environ;

5° Vaieiti, d'une superficie approximative de 6 hectares 87 ares;

6° Tevaiea, d'une superficie de 5 hectares 9 ares 88 centiares;

7° Tahuama, d'une superficie de 10 hectares 18 ares 58 centiares environ;

8° Afaiararea, d'une superficie de 10 hectares 60 ares 68 centiares;

9° Vaipahi, d'une superficie de 6 hectares 72 ares 48 centiares environ;

10° Tepuaroa, d'une superficie de 27 hectares 26 ares 69 centiares environ;

11° Vahi, d'une superficie de 40 hectares 73 ares 89 centiares environ;

12° Les vallées à fei Teputa, Teirito et Teopai.

III. — Tous les droits indivis appartenant à M. Jean Gournac dans les terres ci-après désignées, sis au district de Mataiea :

1° Araumau, de 18 hectares 69 ares;

2° Maaiteai, de 4 hectares 74 ares;

3° Faimao, de 7 hectares 34 ares;

4° Haamairi, de 4 hectares 22 ares;

5° Otumanu, de 20 hectares 43 ares;

6° Vaitaoto, de 39 hectares 12 ares;

7° Taaotaue, de 11 hectares 62 ares;

8° Fetuna, de 5 hectares 70 ares;

9° Tefarairiiri, de 25 hectares 81 ares;

10° Vahi, de 40 hectares 73 ares;

11° Vaipie, de 13 hectares 42 ares;

12° Papainoha;

Et tous autres droits appartenant à M. Gournac dans les terres attenantes à celles qui viennent d'être énumérées, quoique non dénommées ici, dépendant des successions Poioio, Pihaapi, se trouvant sur le cours de la rivière Vaitunamea.

Mise à prix — Vingt mille francs.... 20.000 »

Le cahier des charges pour parvenir à cette vente a été dressé par M^e DUBOUCH, notaire à Papeete.

G. DUBOUCH, Notaire.

Etude de M^e P. de MONTLUC, Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 28 mai 1937, enregistré et signifié.

Au profit de M. Teahaurua a Teiva dit Toitua, cultivateur, demeurant à Avera, île Raiatea.

Contre Madame Mataura Mea a Paoaafaita, sans profession, demeurant à Tipaerui, Papeete.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Teahaurua a Teiva dit Toitua, elle née Mataura Mea a Paoaafaita, aux torts et griefs de cette dernière.

Pour extrait :

P. de MONTLUC, Défenseur.

Etude de M^e G. DUBOUCH, Notaire à Papeete.

A VENDRE par adjudication

Le 15 janvier 1938, à 9 heures

En l'étude de M^e Dubouch,

Au plus offrant et dernier enchérisseur, l'immeuble ci-après désigné, appartenant à Madame V^e Williams et à M. David Loschmann-Williams, situé à Mataiea, composé de :

1^o La terre *Atiliao 1*, d'une superficie de 75 ares 64 centiares, bornée au Nord par la route de ceinture sur 77 mètres ; à l'Est par la rivière Poliai sur 112 m. 50 ; au Sud par la mer sur 63 mètres ; à l'Ouest par la terre Tehuhupoto sur 37 m. 50 et la terre Tepuna 1 sur 62 m. 85.

2^o Les constructions qui y sont édifiées, consistant en deux maisons d'habitation avec toutes leurs dépendances.

Mise à prix :

LOT UNIQUE. — Cent mille francs 100.000 »

Le cahier des charges pour parvenir à cette vente a été dressé par M^e Dubouch, notaire à Papeete.

G. DUBOUCH.

Etude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

VENTE PAR LICITATION

Au plus offrant et dernier enchérisseur en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete en UN LOT des terres "POUAU", "OFAIMATAAMO" et "MAHUTOA" sises au district de Tumaraa, île Raiatea, (archipel des Iles-Sous-le-Vent).

L'ADJUDICATION AURA LIEU

Le Vendredi 4 février 1938, à huit heures.

Aux requête, poursuites et diligences de M. Emile Tambrun, propriétaire, demeurant à Uturoa, (Raiatea) ;

Pour lequel domicile est élu à Papeete, rue Bréa, en l'étude de M^e H. Hoppenstedt, défenseur,

En présence de :

1^o M^{me} Invaiteira a Taie, propriétaire, demeurant à Papeete, quartier d'Arupa ;

2^o M^{me} Tetuanuiteni a Taie, propriétaire, demeurant à Papeete, quartier du Four à Chaux ;

3^o M^{me} Anua ahitua a Taie, propriétaire, demeurant au district de Tumaraa ;

4^o Receveur des Domaines, appelé aux présentes aux dispositions du décret du 22 mars

1923 portant règlement de la procédure en matière de partage et licitation dans la Colonie afin de représenter les ci-après nommés :

a) M^{me} Tutaata Marion Guifford ;

b) M. William Heitiatia Guifford ;

c) M. Francisco a Hira ;

d) M^{me} Tahu a Teetu et son mari en cas de mariage ;

e) M^{me} Toimata a Teetu et son mari en cas de mariage ;

f) M^{me} Teihoarii a Teetu et son mari en cas de mariage ;

g) M. Teiho a Teetu, sans domicile ni résidence connus.

En exécution d'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 23 avril 1937, enregistré et signifié, ordonnant vente par licitation des terres sus-énoncées.

Désignation :

Les terres "POUAU", "OFAIMATAAMO" et "MAHUTOA" d'un seul tenant sont sises dans la vallée de Vaihuti au district de Tumaraa, île Raiatea, (archipel des Iles-Sous-le-Vent).

Ces terres se trouvent en montagne et ont une superficie de quarante et un hectares soixante-sept ares, cinquante centiares.

Elles sont bornées au nord par les terres Metuaitevao et Te-parere où elles mesurent mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf mètres ; à l'est par la crête de la montagne où elles mesurent huit cent cinquante-cinq mètres ; au sud par la terre Tepuna et la terre Mititu où elles mesurent huit cent soixante-quatre mètres cinquante centimètres ; à l'Ouest par la terre Moai-Faretai où elles mesurent trois cent huit mètres, cinquante centimètres.

On y trouve environ quatre-vingts cocotiers, un certain nombre d'arbres fruitiers tel que maiore, orangers, fêi, bananiers, ainsi que deux petites vanillères dont les fleurs ont été fécondées par deux indigènes auxquels écherra la moitié de la récolte.

Le cahier des charges pour parvenir à la présente vente a été déposé au Greffe des Tribunaux conformément à la loi.

Mise à prix :

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur la mise à prix suivante fixée par le poursuivant.

Lot unique. — Mille francs, ci 1.000 »

Fait et rédigé par M^e H. HOPPENSTEDT, défenseur poursuivant à Papeete, le 3 décembre 1937.

H. HOPPENSTEDT, Défenseur.

ANNONCES DIVERSES

R. KLIMA

"LA BOUTIQUE"

Librairie — Papeterie

présente ses meilleurs vœux à sa fidèle clientèle.
N'oubliez pas de renouveler vos abonnements.

Commandez vos pâtisseries et bonbons
à "FITA" (Maison MAXWELL).

AVIS

En raison du Bilan de fin d'exercice et des Fêtes du Nouvel An, les services de la BANQUE de L'INDOCHINE, Papeete, seront fermés du Jeudi 30 Décembre à 11 h. 30 au Lundi 3 Janvier à 9 h.

Les guichets resteront toutefois ouverts à la clientèle, les Jeudi 30 et Vendredi 31 Décembre, pour les règlements d'échéances, et les opérations par *Eridan* sur Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Australie etc...

AVIS

Le Docteur Louis ROLLIN porté à la connaissance du public qu'à dater du présent avis il ne répondra pas des dettes contractées par son épouse née Lillian, Mere a Teralefa.

Enseignement Moderne de la Musique
VIOLON — SOLFÈGE — MANDOLINE
par M. NARIGON

Professeur à l'ECOLE CENTRALE - Violoniste à la RADIO NATIONALE - Ex-Elève du Conservatoire de PARIS - 1^{er} PRIX du Conservatoire de MARSEILLE.

Tous renseignements à FITA — Maison Maxwell — 1^{er} Etage.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT
Règlement sur la circulation routière.

PRIX BROCHÉ : 2 FR. 50.

"OCEANIA"

CALENDRIER POUR 1938

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

BERGER

MIDI... 7 HEURES... L'HEURE DU BERGER